

À propos du livre d'Al Gore et du concept récent de « modernisation écologique »

JEAN-MARIE LEGAY

Le texte qui suit a d'abord été conçu comme un compte rendu de livre mais la rédaction, estimant qu'elle apportait des éléments au débat sur la modernisation écologique amorcé par l'article de Frederick H. Buttell dans cette même revue, a décidé de le soumettre à ses lecteurs comme une libre-opinion.

Les questions d'environnement ont vu le jour il n'y a pas si longtemps. Malgré des débuts hésitants sur le statut scientifique à leur donner, les hommes politiques ont, de leur côté et pour la plupart, évalué qu'il y avait là un domaine nouveau, important, difficile à classer peut-être, mais incontournable. Certains l'ont sous-estimé, d'autres sur estimés. Mais finalement presque tous les États ont fait apparaître un ministre de l'Environnement dans leurs gouvernements.

Parmi ces hommes politiques, l'un d'entre eux, Al Gore, candidat à la vice-présidence des États-Unis, a pris l'initiative de donner par écrit sa position et sa façon de voir l'avenir dans ce domaine.

Le livre d'Al Gore « *Sauver la planète, l'écologie et l'esprit humain* » est paru, en traduction française, aux éditions Albin Michel (1993). C'est un gros ouvrage de 350 pages, dont sept pages de notes, une bibliographie sommaire (de 27 titres), et un index de 287 termes. Il est structuré en trois parties et quinze chapitres et comprend quelques illustrations.

C'est un livre étonnant à bien des points de vue. C'est à la fois un ouvrage de vulgarisation scientifique jusqu'au milieu même des conclusions, de réflexion personnelle tout au long des chapitres, et de dessein politique surtout à la fin du texte. Ce mélange des genres aurait pu conduire à l'échec ; il n'en a rien été, ce fut rapidement un best-seller, traduit en de nombreuses langues, dans des versions un peu différentes selon les destinataires, ce qui constitue une première source d'étonnement. Évidemment, le fait qu'Al Gore soit devenu vice-président des États-Unis y a été pour quelque chose. Mais avant même son élection, et dans le cadre de sa campagne électorale, le sujet qui avait paru risqué à ses conseillers, ne l'a pas été et semble bien, au contraire, avoir contribué au succès de son auteur. Livre étonnant parce qu'on y rencontre, côte à côte et parfois intriqués, lucidité, naïveté, cynisme ; on y trouve, et il y faut quelque mérite, des assertions parfaitement claires sur des sujets complexes, auxquelles les chercheurs de métier ne sont pas toujours capables d'arriver. Mais on y rencontre par ailleurs des phrases irritantes, parfois manifestement électoralistes, parfois bien difficiles à interpréter.

Je voudrais d'abord montrer que ce livre ne peut pas nous laisser indifférents. J'aimerais seulement souligner un certain nombre de passages, relevés dans l'ordre de leur apparition au fil de la lecture.

Abordant dès les premières pages le problème de la distance des gens à leur époque, il nous dit que « plus le monde devient complexe, plus nous avons l'impression de nous éloigner de nos racines originelles ». Rejoignant un souci essentiel des écologues, la durée, il constate que « ceux qui louent les terres pour réaliser un profit à court terme ne pensent généralement guère au long terme ». Il insiste en affirmant qu'il est « difficile de se montrer compétitif dans le court terme en face de gens qui se moquent du long terme ». Et toujours soucieux de l'avenir, il dénonce la théorie inepte selon laquelle « nous finirons toujours par nous en sortir ». Et c'est bien vrai que cette façon de penser, issue de la période d'industrialisation forcenée de la fin du XIX^e siècle, n'a plus de sens aujourd'hui. Elle est même très dangereuse. Concernant les changements socio-économiques attendus, il cite une célèbre assertion de Gandhi : « Nous devons être nous-mêmes le changement que nous souhaitons pour le monde » et il ajoute : « ce qui compte ce n'est pas notre action sur l'environnement, mais notre rapport avec lui » et redevenant politique : « Jamais nous ne disposerons d'une information complète, pourtant nous avons, quoiqu'il arrive, à prendre des décisions. C'est d'autant moins facile que le social est en retard sur la technique, et l'auteur rejoint Einstein : « Tout a changé, sauf nos modes de pensée ». Il insistera un peu plus loin sur le même thème : « La sociologie corrige, elle n'est jamais en avance ».

Entre temps, il égratigne l'économie, ou plus exactement une certaine forme d'économie : « Il n'y a pas de point de rencontre entre la macroéconomie et l'environnement », et retournant au politique, il déclare que « les communistes ont oublié d'être matérialistes » en n'évaluant pas le rôle déterminant du climat dans l'évolution des sociétés ! Passant en revue les changements profonds des structures économiques, il affirme que « deux des cinq plus grands fabricants de semences sont des entreprises d'agrichimie,

JEAN-MARIE LEGAY

Professeur émérite,
université Claude Bernard,
Lyon 1
UMR CNRS 5558
Biométrie, génétique et
biologie des populations
69622 Villeurbanne cedex
France

dénonçant par avance les déviations corrélatives dans les objectifs de sélection. Abordant l'énorme problème des déchets, il compare ceux d'origine domestique (2,5 kg par jour et par personne) et ceux d'origine industrielle (1 tonne par semaine par personne), sans oublier le long des routes, les rejets toxiques des camions de la mafia ... En parallèle, il examine les ressources naturelles, leur origine, leur disponibilité, et rappelle, de manière fort écologique, qu'il ne s'agit pas de "biens gratuits disponibles à l'infini".

S'interrogeant sur les dysfonctionnements de notre civilisation, il relie « crise de l'éducation et surabondance de l'information » ; il insiste assez longuement et de façon non triviale sur nos comportements de dépendance (schémas de communication par exemple) dans le cadre desquels « même notre attention est devenue une marchandise ».

Se lançant dans des interprétations écologiques de la Bible, il présente l'arche de Noé comme une première manifestation de conservation de la biodiversité, et « du souci du judaïsme de bien gérer la planète ». Quant au sang d'Abel souillant la terre sous la main de Caïn, puisque celle-ci « ne donnera plus jamais de récolte » il y voit le symbole d'une pollution définitive. Cette relecture osée, et bien entendu discutable, de la Bible, conduit l'auteur à des souhaits contemporains ; s'il n'y avait une telle séparation entre la science et la religion, on « ne rejeterait pas autant de CO₂ dans l'atmosphère et nous ne brûlerions pas en l'espace d'une seconde l'équivalent de la surface d'un terrain de football de forêt tropicale ».

Et si nous acceptons cette « banalité du mal », si nous vivons « dans un rêve éveillé », c'est comme si on nous avait jeté un « sort cartésien », entendre par là « que le réductionnisme auquel il nous a conduit nous empêche de voir les relations entre les choses » et en particulier « entre nos actes les plus banals et leurs conséquences morales ».

Pour finir, le politique réapparaît : il faut faire de la sauvegarde de l'environnement l'épine dorsale de notre civilisation. On apprend, chemin faisant, que « le plan Marshall a été conçu avant tout pour renforcer la capacité de l'Europe occidentale à résister à la poussée de l'idéologie communiste ». Et il insiste avec un certain courage : « Quand les États-Unis défendaient les idées de libre-échange et d'aide aux pays en voie de développement, ils ne répondaient pas seulement à des soucis altruistes : leur motivation était essentiellement anti-communiste ». S'il a été possible de « battre l'Est » et de « jeter à bas l'Union Soviétique elle-même », c'est qu'il y a eu une volonté forte, « un accord suffisamment général », « un aménagement sur un objectif qui transcende tous les autres ».

Si Al Gore s'attarde sur cet exemple, avec une franchise et même un cynisme étonnants, c'est qu'il veut obtenir le même engagement pour sauver l'environnement. Il s'agit d'un point essentiel. Et pour cela, il faudra surmonter de grandes difficultés. « L'universalité de la corruption, dans les pays développés comme dans le tiers monde, représente une autre menace pour la défense de l'environnement ».

Dans « presque tous les cas de désastre écologique majeur, la corruption a joué un rôle significatif ».

Ainsi donc il est temps, sous le leadership des États-Unis bien sûr, de s'entendre sur cet objectif central, l'environnement.

S'il fallait tenter une analyse raisonnée de ce livre foisonnant, ce ne serait pas facile. Car à tout moment l'auteur fait émerger son point de vue. À quelques lignes d'intervalles, on peut se sentir concerné ou pas, en accord ou pas. L'idée principale est celle d'un consensus pour mettre en place un plan Marshall pour l'environnement. La logique du livre part de sa fin. Tout le reste permet d'y arriver avec deux stratégies entremêlées : l'une d'ordre scientifique et technique, l'autre d'ordre politique, et même électoral, puisqu'il faut obtenir le plus large accord possible et satisfaire un peu tout le monde.

L'auteur est lucide ; il distingue parfaitement écologie et environnement, écologie et écologisme. Il ne joue pas la confusion, comme d'autres politiques le font ailleurs, et comme le font parfois certains scientifiques. Il a en outre probablement raison de faire de l'environnement un point central et une urgence. En tant qu'auteur il a hérité de l'homme politique qu'il est une notion aiguë du temps qui passe, celle aussi des occasions qui ne se présentent pas deux fois, celle enfin d'une maîtrise qu'on peut perdre en quelques mois.

Par ailleurs Al Gore nous surprend ; il ne cache pas son jeu ; il prend parfois un ton pamphlétaire : « À l'heure actuelle nous taxons le travail et nous subventionnons l'épuisement des ressources naturelles ». Aucun homme politique européen contemporain n'oserait dire ce que le vice-président américain a écrit. Le « plan Marshall pour l'environnement », s'il se fait, se fera sur le plan international et sous le leadership des États-Unis. Il doit être aussi implacable que le premier plan Marshall l'a été contre les communistes. « Le choix nous appartient. C'est notre planète qui est jetée dans la balance ».

Le plus étonnant c'est qu'un livre écrit aussi clairement, exprimant une volonté politique aussi forte, un livre ayant par ailleurs été un succès de librairie, n'ait pas provoqué plus de réactions dans le monde politique, en particulier en Europe. Même en périodes électorales, la proposition d'Al Gore n'a pas été présentée et encore moins discutée. Ou bien les gens ne la prennent pas au sérieux, ou bien ils sont résignés à laisser l'initiative aux Américains.

Car Al Gore a raison sur un point. Les hommes doivent se soucier de leur environnement. L'humanité est en train de découvrir qu'elle vit dans l'environnement qu'elle s'est construit, et non plus dans des milieux plus ou moins favorables dont le déterminisme ne lui appartenait pas.

L'affaire est nouvelle et d'importance : la prise en considération de l'environnement par les politiciens. Mais on ne voyait pas très bien comment pouvait se construire ce plan Marshall pour l'environnement ; et les récentes réunions internationales, comme celle de l'Organisation mondiale du commerce, montrent que la situation n'est plus celle d'il y a cinquante ans. La façon de faire de cette époque est dépassée, mais

l'idée reste et la question persiste : comment intégrer l'environnement et en particulier l'écologie au développement ?

Bien entendu, on peut entendre de nombreuses réponses à ces questions, d'autant plus que les implications politiques sont fortes et que les échéances électorales conduisent trop souvent à des discours circonstanciels.

En outre, ces réponses sont souvent médiocres, si ce n'est indigentes, en ce sens qu'elles n'organisent pas, qu'elles ne proposent pas un tout cohérent, qu'elles ne formulent pas de stratégies. Al Gore s'y est essayé, avec les moyens de l'époque, et de façon très discutabile sans doute, mais il a bien senti l'initiative qu'il fallait prendre ; et le succès qui a accompagné son livre et son élection a été un verdict non discutabile.

L'article de F. Buttel n'a évidemment pas les mêmes intentions que l'ouvrage d'Al Gore ; il est signé par un homme de science, et celui-ci ne se présente pas à des élections. Mais dès qu'un texte est rendu public, il est livré à toutes les interprétations et peut-être vaut-il mieux aller au devant de certaines difficultés que de les subir.

Sans doute F. Buttel ne prétend à aucun objectif théorique, mais il se trouve que l'expression « modernisation écologique » (en face d'une situation traditionnelle où l'écologie était considérée comme allant

de pair avec conservatisme), si elle ne constitue pas à elle seule une théorie, n'en donne pas moins, bon gré mal gré, un cadre théorique à l'éclosion de solutions dans les cas où l'écologie constituerait une part importante de l'environnement étudié. Il y a là un positionnement parmi d'autres possibles, qui en peu de mots s'exprime clairement.

Je disais au début de ces commentaires que les hommes politiques s'étaient vivement intéressés à l'environnement, qui aujourd'hui n'est plus dissocié du développement. C'est pourquoi l'expression « capitalisme durable » employée par Buttel est très intéressante et pour nous, Français, pleine d'humour. Il faut rappeler que l'adjectif durable est employé, en Europe en tout cas, dans d'innombrables circonstances, d'où des expressions comme développement durable, projets durables, situation durable, écosystème durable, etc. Accoler cet adjectif au terme de capitalisme ne peut être considéré comme politiquement neutre, même si l'auteur de l'article n'a pas voulu avec cette expression inviter à un débat politique.

Ainsi donc, il est presque impossible, même en prenant beaucoup de précautions, de ne pas s'interroger à tous moments sur la place de la science dans la société en général, et même de façon plus étroite sur celle de la science dans une société précise, et dans des conditions sociales, économiques, scientifiques et techniques déterminées.